



DEI-France

41 rue de la République, 93200 Saint-Denis

[www.dei-france.org](http://www.dei-france.org)

[contact@dei-france.org](mailto:contact@dei-france.org)

Reconnue d'Utilité Publique Articles 200 et 238bis du CGI

## Rapport d'Activités 2022

### 1) Fonctionnement interne

#### ➤ Conseils d'Administration :

Ils se sont tenus majoritairement en visio. Après 2 années de restriction, nous avons pu à l'occasion de week-ends de rencontre, avoir quelques séances en présentiel. Les CA se sont tenus les 11 mai, 11 septembre, 28 octobre, 17 février.

Après l'AG 2022 du 27 mars 2022 dans le Périgord, s'est tenue une AG le 10 décembre, en amont de l'AG du 4 mars 2023.

#### ➤ Bureau :

Réunions régulières, hebdomadaires lorsque nécessaire

#### ➤ Groupes de travail :

Des groupes de travail, occasion de temps de réflexion collective, ont été organisés à Alès sous l'organisation de DEI Gard les 10 et 11 septembre :

- Promotion et diffusion de la CIDE
- Communication

#### ➤ Délégations :

- ❖ Gard :

Reprise de notre activité principale l'exposition des droits de l'homme aux droits de l'enfant dans les collèges du Gard où nous avons rencontré environ 900 enfants et une trentaine d'adultes.

Notre collaboration auprès du Conseil Département est fructueuse, nous avons été sollicités pour présenter le conseil départemental des jeunes dans des collèges de notre secteur. Ce CDJ que DEI Gard avait soutenu et appelé de ses vœux pour une application forte des articles 12 et 13 de la CIDE

Nous avons suivi les dossiers d'une vingtaine de MNA. Grâce à Jean-Luc Ronge, Président de DEI-France, et à son aide juridique, nous avons pu interpeller le conseil d'état qui a statué en faveur de

notre jeune. Le conseil départemental a été sommé de reprendre ce gamin jusqu'à sa majorité. Cette décision fera jurisprudence.

Organisation de la Fête Gardoise des Droits de l'Enfant : une dizaine de jours très intense (sans oublier les mois de préparation en amont) avec toujours en ligne de mire la CIDE- un partenariat avec une trentaine d'associations pour fêter la JUDE (Journée Universelle Des Droits de l'Enfant) dans le cadre du Forum des enfants initié à l'origine par la JCE (Jeune Chambre Economique du Gard)

Nous avons une petite cinquantaine d'adhérents.

### *Annexe 01 : Procès-Verbal DEI Gard*

❖ Dordogne : inaugurée le 25 mars 2022

Nous reprenons les podcasts à partir de fin Septembre.

- Nous allons rencontrer le député Sebastien Peytavie .
  - Nous attendons de recevoir l'agrément de l'éducation nationale pour la délégation Dordogne
  - Nous avons été au forum des associations .
  - Nous avons un partenariat avec la médiathèque où nous intervenons pour des ateliers jeu et l'expo avec le lycée .
  - Nous avons eu une visibilité en Janvier avec la distillerie .
  - Nous sommes aussi sur les enfants porteurs de handicap et la scolarité, ainsi que le manque de professeurs .
  - Nous sommes aussi sur les mineurs isolés et ceux devenant majeurs.
  - Concernant les enfants accueillis ,
  - Concernant les enfants d'Ukraine , nous suivons ...
- ( Les enfants qui sont restés sont scolarisés et avec la DADSEN de Périgueux , nous travaillons sur un aménagement scolaire car très difficile pour lui donc proposition de suivre des cours en ligne en ukrainien et présence dans l'établissement pour le sport musique dessins .. )
- Nous animons régulièrement des activités avec le jeu « place de la loi » qui amène toujours à des débats très intéressants avec les enfants / ados et les adultes .
  - Nous mettons aussi en place un café débat régulièrement .
  - Nous avons organisé une semaine avec l'exposition ,la semaine du 20 Novembre .
  - Nous avons créé un petit groupe d'enfants ( 12 précisément )

#### ➤ DEI International

- Diffusion de la lettre d'information à l'ensemble des membres pour rester informés de l'actualité du mouvement
- Participation du Président aux réunions de travail sur la mise en place du CFJ-EN <https://prezi.com/view/LyBUPDoPOdzo8OvPRMF6/>
- Participation de Françoise Briand et Jean-Luc Rongé, secrétaire générale et président, au forum global sur la privation de liberté et la justice pour les enfants les 8 et 9 novembre 2022. Communication d'une synthèse aux adhérents et sur notre site.

Ce forum global contre la privation de liberté des enfants et pour la justice pour enfants a réuni beaucoup d'organisations.

Les 3 ans d'écriture de ce rapport avec États, ONG, ONU ont été un effort collectif et ont abouti à une présentation à l'ONU en 2019 et permis une longue liste de conclusions et recommandations.

La lutte contre la violence contre enfants doit être à l'agenda. Il y a eu des évolutions depuis 2019 sur la justice pour enfants, la désinstitutionalisation. Il reste encore du chemin !

- Participation de Françoise Briand et Jean-Luc Rongé, secrétaire générale et président, à l'Assemblée Générale de DCI des 10 et 11 novembre 2022 qui a vu l'élection de son nouveau Président Khaled Quzmar.

### *Annexe 02 : Forum Global -Privation de liberté et Justice pour les enfants*

#### 2) DEI et ses partenaires :

- AEDE -

DEI co-coordonne le collectif AEDE avec l'ANACEJ.

Le collectif compte près de 60 membres de la société civile, associations, syndicats et autres collectifs. La coordination est partagée entre DEI France et l'ANACEJ (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes). Catherine Chabrun, administratrice, chargée de mission sur les Droits de l'enfant, y représente DEI et est co-coordinatrice du collectif.

L'année 2022 était fortement centrée sur l'écriture du rapport alternatif, auquel la représentante DEI a participé à l'écriture du chapitre Éducation, puis au groupe « lissage » du rapport pendant l'été et aux différentes relectures...

Alain Cornec, vice-Président de DEI-France, y a apporté également une contribution autour de l'intérêt supérieur de l'enfant, termes essentiels et difficiles à appréhender. Il a également assuré la traduction en anglais du rapport.

Le site : <https://collectif-aede.org/>

### *Annexe 03 : Composition AEDE -associations partenaires*

- DDCA

AEDE membre de la Dynamique a rejoint sa coordination en juillet 2021, DEI en était membre en 2021/2022. Pour AEDE, Catherine Chabrun est dans la cellule de coordination de la Dynamique de la Convention aux Actes.

La Dynamique « De la Convention aux Actes ! », est un ensemble d'organisations non gouvernementales (ONG), associations et collectifs, mobilisé pour porter d'une seule voix, en direction des décideurs publics, des messages de plaidoyer pour une meilleure effectivité des droits de l'enfant en France et à l'international.

La Dynamique « De la Convention aux Actes ! », donne la parole aux enfants et jeunes pour qu'ils puissent faire part de leurs propositions au futur.e Président.e de la République. Près de 700 enfants et jeunes, âgés de 7 à 25 ans, vivant en France métropolitaine et ultra-marine, ont répondu à cette consultation.

Comme vous pourrez le voir, les propositions sont très nombreuses et portent sur des sujets très variés : environnement, protection de l'enfance, éducation - loisirs et culture, lutte contre les discriminations et les inégalités, santé, économie, citoyenneté etc.

Leurs propositions ont été retranscrites. On peut les retrouver sur le site ci-dessous

Le site : <https://www.delaconventionauxactes.org/>

#### *Annexe 04 : la Dynamique « De la Convention Aux Actes ! » donne la parole aux enfants et aux jeunes*

- Comité d'entente DDD -Défenseur Des Droits

Comité d'entente de la protection de l'enfance- 5 avril, 13 octobre 2022

DEI-France participe au Comité d'entente de la protection de l'enfance du Défenseur des droits qui regroupe les organisations engagées sur le terrain de la protection de l'enfance et des droits de l'enfant. Le Défenseur informe de ses travaux ou saisines. Les associations de la société civile débattent avec lui des questions qui les préoccupent.

- Défenseur des Droits

Présentation du rapport : 17 novembre 2022

Catherine Chabrun a assisté au nom de D.E.I.-France le 17 novembre 2022 à la présentation du rapport : « La vie privée : un droit pour l'enfant » qui « met en lumière un sujet d'actualité qui questionne non seulement les enfants mais également le rôle et les pratiques de toutes les personnes qui sont à leur contact au quotidien : les parents et la famille, la communauté éducative, le corps médical, les professionnels de l'enfance et toutes les autorités en charge de leur protection. »

Chaque année, ce rapport du Défenseur des droits rend compte de son action dans les cinq missions qui lui sont dévolues : défense des droits des usagers des services publics, défense et promotion des droits de l'enfant, lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité, respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité, orientation et protection des lanceurs d'alerte.

Lien <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/dossier-de-presse/2022/07/rapport-annuel-dactivite-2021>

#### *Annexe 05 : Rapport annuel du DDD*

- InfoMIE

DEI est membre de InfoMIE et est en contacts réguliers pour les problématiques MNA.

Participation à l'assemblée générale : 15 juin 2022

#### *Annexe 06 : PV de l'assemblée générale*

- Ecole pour Tous : 25 novembre

DEI-France a soutenu l'appel à la trêve scolaire pour interdire les expulsions habitives pendant l'année scolaire, portée par l'École pour tous, par sa présence à un événement organisé à l'Assemblée Nationale le 26/11.

Au moins 100 000 enfants et jeunes sont privés de leur droit fondamental à l'éducation. Un des motifs majeurs de cette discrimination est l'expulsion habitive durant l'année scolaire. 1 expulsion entraîne en moyenne 6 mois de déscolarisation.

Instaurer dans la loi une trêve républicaine

Faire entendre cette voix auprès du législateur pour ne plus se contenter de dénoncer mais pour faire entrer la trêve scolaire dans la loi.

### *Annexe 07 : Compte rendu de la réunion « Instaurer une trêve scolaire »*

- Pétition sur la programmation du film sur les SEGPA

La mise en ligne du Teaser du film "Les SEGPA" montre un état des lieux qui n'existe pas et stigmatise non seulement l'enseignement spécialisé mais aussi les élèves et les parents d'élèves qui assurent une formation adaptée aux élèves de SEGPA ayant des difficultés d'apprentissages réels.

Les élèves de SEGPA qui peuvent déjà subir du harcèlement, des moqueries, de l'exclusion dans les établissements scolaires sont encore martyrisés et stigmatisés.

En signant la pétition nous avons demandé la modification du titre du film et le retrait de toutes allusions à l'enseignement spécialisé indispensable dans notre système éducatif.

L'impact d'un tel film avec sa promotion et sa diffusion sera extrêmement négatif et perturbant pour l'estime de soi d'un élève de SEGPA déjà fragile.»

<https://www.change.org/p/parents-d-%C3%A9l%C3%A8ves-non-%C3%A0-la-d%C3%A9valorisation-des-%C3%A9l%C3%A8ves-de-segpa?>

- ICEM Pédagogie Freinet

Permettre aux élèves de nos classes d'exercer leurs droits à travers notamment l'expression libre, l'organisation coopérative de la classe, les conseils et autres outils de la Pédagogie Freinet

- Former des enseignants à ces outils lors des stages, rencontres départementales, régionales et nationales et à travers nos publications

- Publication de cinq numéros de chacune de nos revues pour enfants et par des enfants : Jmagazine, Jcoop et BTJ

- Poursuite de la diffusion de notre affiche sur les droits de l'enfant diffusée à prix libre

- Dans le cadre de la rencontre internationale des éducateurs Freinet (RIDEF) qui a eu lieu à Agadir en juillet 2022, participation à un "atelier long" (25 heures) sur les Droits des enfants qui a donné lieu à un article dans l'Educ'Freinet

- En coopération avec DEI-Gard maquettage du livret de la CIDE expliquée aux enfants.

- HCFEA - Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age

Ce rapport vise à nourrir plus particulièrement les constats et enjeux qui concernent les appuis que peuvent apporter et comporter les environnements éducatifs de l'enfant, les espaces pédagogiques dans et hors de l'école, l'accès et la participation aux activités de tous les enfants. La question de l'éducation doit être considérée dans une approche globale de l'enfant. Elle comprend aussi bien les pratiques de soin, d'éveil et d'étayage à l'œuvre au moment de la petite enfance que la question des apprentissages, de l'accueil et des dispositifs d'enseignement en milieu scolaire ou dans les lieux tiers, de la relation éducative ou du désir de savoir de l'enfant.

### *Annexe 08 : Rapport HCFAE Santé mentale des Enfants*

- CFJ -EN

Participation au séminaire annuel 11/14 octobre : La place de l'avocat dans la protection de l'enfance

### 3) Actions

- Les 65 propositions de DEI-France et la campagne présidentielle

Le document « Cap 2022, 65 engagements en protection de l'enfance », rédigé par notre président d'honneur, Jean-Pierre Rosenczveig, pour DEI-France a été diffusé parmi les candidats à l'élection présidentielle, à l'exception de l'extrême-droite qui ne respecte pas l'article 2 de la CIDE sur l'absence de discriminations.

Les candidats ou leur QG de campagne l'ont reçu. Nous avons reçu un écho positif de la France Insoumise, sans plus et les seuls à avoir reçu notre président avec d'autres acteurs de l'enfance et de la protection de l'enfance sont les Marcheurs.

À quelques jours du second tour de l'élection, nous avons diffusé un communiqué invitant « les citoyen.ne.s à ne pas composer avec une candidature qui fonde le projet pour la France sur une discrimination entre les enfants ».

- Victoire pour les jeunes MNA

DEI a obtenu une décision positive du Conseil d'État dans un dossier tout à fait particulier tenant à la fin de période durant laquelle une ordonnance de placement provisoire sans que la juge des enfants ait rouvert le dossier. Le département avait mis fin à l'hébergement et la prise en charge, considérant qu'il n'était plus mandaté et s'appuyant sur le rapport d'évaluation fait au terme du premier accueil, omettant de constater que la décision judiciaire, fût-elle provisoire, se substituait à la procédure administrative dès lors que le MNA s'était adressé au juge des enfants pour s'entendre confier au service départemental.

Notre Président est intervenu dans l'étude de ces dossiers et auprès de l'avocat aux conseils désigné, en appui à notre délégation du Gard qui agit avec RESF dans l'association Ados sans frontières avec notre vice-présidente locale.

- Secrétariat d'État à l'Enfance

Le pôle Présidence de DEI-France a rencontré la Secrétaire d'État à l'Enfance auprès de la Première Ministre le 20 septembre 2022. Cette rencontre a été l'occasion de rappeler le rôle de DEI, de saluer la mise en place de ce secrétariat transverse et de porter nos priorités. Cela a aussi été l'occasion de valoriser le rôle des délégations départementales en la présence de la vice-présidente également présidente de la délégation gardoise, Liliane Huguet.

### *Annexe 09 : Communiqué de presse*

- Les enfants français en Syrie (15 février 2022)

Catherine Chabrun, administratrice de DEI France, a assisté à une conférence de presse organisée par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) avec UNICEF-France, Amnesty International, Human Rights Watch, des représentants du Collectif des familles unies et des personnalités de la société civile, notamment des arts et des lettres.

Lien : <https://www.facebook.com/ldhfrance/videos/295150072602496>

Le 23 mai 2022, le président de DEI-France a envoyé une lettre circonstanciée à l'Élysée pour convaincre le président d'autoriser le rapatriement de tous les enfants présents dans les camps de prisonniers en Syrie.

- Enfance et guerre en Ukraine.

Un mois après l'invasion du territoire de l'Ukraine et l'annonce de l'arrivée de familles de réfugiés sur le territoire, nous avons adressé une lettre au Président de la République saluant l'élan de solidarité et insistant pour une prise en charge éducative et scolaire immédiate des enfants concernés et appelant au rapatriement des quelques 200 enfants français bloqués en Syrie et une meilleure prise en charge des enfants exilés de toutes nationalités présents sur notre territoire qui subissent de graves carences des dispositifs de protection de l'enfance et de prise en charge sanitaire.

- La Garantie européenne pour l'enfance

Dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, Catherine Chabrun a assisté à une conférence le vendredi 4 mars à Paris autour de la Garantie européenne pour l'enfance en présence des représentants enfance des différents états membres.

- La CIDE expliquée aux enfants

3 réunions de travail ont complété une formation sur la CIDE (voir ci-dessous). L'objectif est de proposer un document simplifié et attractif de la convention pour les enfants à qui est présentée l'exposition Des droits de l'homme aux droits de l'enfant (voir le rapport d'activité de D.E.I.-Gard)

### *Annexe 10 : Livret La CIDE adressée aux enfants*

- Divers

Nos administrateurs et administratrices sont, au-delà de l'action collective de DEI-France, engagées dans des actions de terrain (ex : Réserve citoyenne dans des établissements scolaires) au service de la défense des droits de l'enfant.



DEI-France développe la sensibilisation à la CIDE auprès d'acteurs de terrain auprès des enfants. Ainsi se sont tenus les événements suivants :

- Conférence sur la justice des mineurs à Carcassonne le 24 mai, avec une participation importante d'avocats
- Conférence « Les Enfants, la Justice et la CIDE » en partenariat avec les Barreaux de Nîmes et Alès, le 18 novembre à Nîmes
- Formation L'enfant et la justice en Ille-et-Vilaine

DEI-France forme également ses propres adhérents à la CIDE.

- Mars :
  - Alès - Droits de l'enfant -Conseil de discipline
  - Sarlat - CIDE -Formation des adhérents et travaux sur le livret  
Formation sur l'exposition « des droits de l'homme aux droits de l'enfant »
- Septembre :
  - Alès CIDE -Formation des adhérents et travaux sur le livret
- Novembre :
  - Alès - Droits de l'enfant -Conseil de discipline

#### **4) Communications**

Animation des pages sur les réseaux sociaux Facebook et l'Instagram (ouvert cette année) Rénovation et animation du site) : un grand travail autour de notre site a été mené cette année sous l'animation d'une adhérente avec le soutien d'un groupe de travail dédié.

Nous avons commencé à intégrer sur le site des données et des capsules, comme celle annonçant le film des frères Dardenne mettant en scène des MNA « Tori eLokita » avec une intervention vidéo des réalisateurs pour DEI-France. Nous poursuivons la réflexion sur la tenue du site, notamment en y intégrant régulièrement des billets sur les différents aspects des droits de l'enfant et leur respect en France.

#### **5) Communiqués de presse**

*Annexe 11 : le DDD alerte sur l'accès à l'éducation des enfants en situation de handicap*

*Annexe 12 : Sécuriser l'accueil des enfants ukrainiens de JP R*

*Annexe 12 bis : Situation des mineurs en provenance d'Ukraine - note de la Direction Judiciaire*

*Annexe 12 ter : Lettre au président de la République*

*Annexe 13 : Elections présidentielles française : « Les enfants méritent mieux »*

*Annexe 14 : Réflexion : Enfance et Trans identité de JL R*

#### **6) Projets 2023**

- Continuer à présenter l'exposition « des droits de l'homme aux droits de l'enfant »



- Former les délégations à présenter l'exposition dans les établissements scolaires
- Former les avocats - en mars et en novembre sur la CIDE et la mise en place de la loi Dupont Morreti
- Poursuivre les formations aux adhérent.e.s et aux acteurs externes
- Projet européen « Culture commune ».

Nous sommes engagés dans ce projet avec la Fondation Grancher et Grandir dignement. Il s'agit d'étudier de quelle façon les opinions des enfants sont pris en compte dans les établissements de privation de liberté (pénitentiaires et autres) et ceux qui accueillent les enfants dans le cadre de la protection de l'enfance. Notre intervention doit avoir lieu dans le courant de 2023 pour la formation des professionnels

**Françoise BRIAND, Secrétaire Générale**

## ANNEXES

- Annexe 01 : RA - Procès-verbal AG DEI Gard**
- Annexe 02 : RA - Forum Mondial -Privation de liberté et justice pour les enfants**
- Annexe 03 : RA - AEDE - Composition des associations**
- Annexe 04 : RA - De la convention aux actes donne la parole aux enfants et aux jeunes**
- Annexe 05: RA - DDD - Rapport d'Activités**
- Annexe 06 : RA -Infomie -Assemblée Générale**
- Annexe 07 : RA - Compte rendu -Instaurons une trêve scolaire**
- Annexe 08 : RA - HCFEA -Santé mentale des enfants**
- Annexe 09 : RA - Rencontre avec Charlotte Caubel**
- Annexe 10 : RA - Livret la CIDE adressée aux enfants**
- Annexe 11 : RA - DDD - alerte sur l'accès à l'éducation des enfants en situation de handicap**
- Annexe 12 : RA - Sécuriser l'accueil des enfants ukrainiens**
- Annexe 12 bis : RA- Situation des mineurs en provenance d'Ukraine**
- Annexe 12 ter : RA- Lettre au président de la république**
- Annexe 13 : RA - Les enfants méritent mieux**
- Annexe 14 : RA - Enfance et Trans identité de JL R**
- Annexe 15 : PV - Rapport financier**

## GLOSSAIRE

- AEDE : Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant**
- ANACEJ : Association Nationale des Conseils d'enfants et de jeunes**
- DDCA : Dynamique De la Convention aux Actes**

**FCPE : Fédération des Conseils de Parents d'Elèves**

**DDD : Défenseur Des Droits**

**InfoMIE : Informations sur les Mineurs Isolés Etrangers**

**HCFEA : Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age**

**ICEM Pédagogie Freinet : Institut Coopératif de l'Ecole Moderne**

**ANAFE : Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers**

**FIMEN : Fédération Internationale des Mouvements de l'Ecole Moderne -**